

PRÉFET DE LA DRÔME

**Direction départementale de la Protection
des Populations
Service protection de l'environnement**

Valence, le 21 mars 2013

Affaire suivie par : Valérie DELVAL
et UT DREAL : Lionel ROUQUET
Tél. : 04-26-52-22-09
Fax : 04-26-52-21-62
Courriel : valerie.delval@drome.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL n° 2013080-0009

DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

**AU TITRE D'UNE INSTALLATION CLASSÉE
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**APPLICABLES à la société GERFLOR
à SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX**

**Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article R. 512.31 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 01-5703 du 27 novembre 2001 autorisant la société GERFLOR à exploiter un établissement de fabrication de revêtements de sols plastiques sur la commune de SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX (26 130), ZI du Bois des Lots ;

Vu le rapport en date du 03 janvier 2013 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement RHONE-ALPES ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 21 février 2013 ;

Vu le courrier envoyé le 04 mars 2013 demandant à l'exploitant dans un délai de quinze jours, des observations à formuler sur le projet d'arrêté ;

Vu le courrier du 13 mars 2013 du pétitionnaire ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 01-5703 du 27 novembre 2001 susvisé, nécessitent d'être renforcé par rapport à la problématique des eaux pluviales ;

Considérant qu'il convient d'imposer une étude technico-économique sur la gestion des eaux pluviales à la société GERGLOR ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'exploitant est tenu de fournir à l'inspection des ICPE, une étude technico-économique sur la gestion des eaux pluviales avant le **30 juin 2013**. L'étude présentera notamment :

- l'identification de toutes les zones susceptibles d'être souillées notamment les installations de traitement des fumées et les zones d'entreposage des filtres des installations de traitements de fumées ;
- des propositions d'amélioration organisationnelles et/ou technique visant à garantir la conformité des rejets d'eau pluviale dans le milieu naturel et l'absence de rejet direct ou indirect (par infiltration) des substances mentionnées à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral ;
- un échéancier de travaux.

ARTICLE 2 :

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP1135 38 022 GRENOBLE Cedex 1) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée postérieurement à l'affichage du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 4 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

Un extrait de cet arrêté, énumérant toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Saint-Paul-Trois-Châteaux et tenue à la disposition du public.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et une copie sera transmise à la direction départementale de la protection des populations.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitant de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Direction départementale des Populations, aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

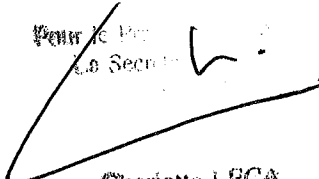
Le présent arrêté peut être consulté sur le site internet de la préfecture de la Drôme

ARTICLE 5 : Exécution et copie

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de Saint-Paul-Trois-Châteaux et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- le Maire de Saint-Paul-Trois-Châteaux ;
- le Directeur Départemental des Territoires ;
- le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé ;
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- le Directeur de l'Unité Territoriale de la Drôme de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ;
- le Directeur de l'Unité Territoriale Drôme-Ardèche de la DREAL de Rhône-Alpes ;
- et à Monsieur le Directeur de la société GERFLOR à Saint-Paul-Trois-Châteaux.

Fait à Valence, le **21 MARS 2013**
Le Préfet,

Pour le Préfet
Le Secrétaire

Charlotte LECA